

MINUSCA

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | N°117 - MARS 2024

EN ACTION

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

TOUS UNIS INVESTISSONS DANS L'ÉGALITÉ DES GENRES, L'AUTONOMISATION ET LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES



04 JIF 2024 : CÉLÉBRATION À NANA-BAKASSA, UN CHOIX STRATÉGIQUE POUR LA MINUSCA



05 CÉLÉBRER LES ACTES DE COURAGE ET DE DÉTERMINATION DES FEMMES D'AM-DAFOCK

06 UNE MARCHÉ EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES GENRES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES À NDELE

07 JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES À BOUAR : AUTONOMISATION DE LA FEMME CLÉ DU DÉVELOPPEMENT



10 VENIR À BOUT DES PROBLÈMES LIÉS À LA TRANSHUMANCE À LAMBI

11 BOUAR : DES RÉGISSEURS ET GREFFIERS ÉDIFIÉS SUR UNE MEILLEURE GESTION PÉNITENTIAIRE

12 VERS UNE GESTION EFFICACE DES RESSOURCES HUMAINES ET L'AMÉLIORATION DE LA CONDITION MILITAIRE



13 LES JEUNES ÉLÈVE DE GBALOKO SENSIBILISÉES SUR LA PARITÉ



11



12



13

MINUSCA

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA **EN ACTION**

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwlowulakana
Ikavi-Gbetanou

**EQUIPE
RÉDACTIONNELLE**
Bilaminou Alao,
Cynthia Nasangwe
Crispin Dembassa Kette
Grace Ngbaleo
Correspondants
régionaux

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefio,
Leonel Grothe

MISE EN PAGE
Francis
Yabendji-Yoga

PRODUCTION
Division de la Communication
Stratégique et
de l'Information
Publique

MINUSCA EN ACTION
#118

 **MINUSCA INFO**
WhatsApp Channels

 **UNMINUSCA | UN_MINUSCA**

 <https://www.facebook.com/minusca.unmissions>

 <https://www.youtube.com/@UNMINUSCA/videos>

 **UNMINUSCA**

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://minusca.unmissions.org/>

JIF 2024

CÉLÉBRATION À NANA-BAKASSA, UN CHOIX STRATÉGIQUE POUR LA MINUSCA

La sous-préfecture de Nana-Bakassa a accueilli la cérémonie officielle de la Journée internationale des droits des femmes le 8 mars 2024. La population, les autorités locales ainsi que le chef du bureau régional de la MINUSCA ont participé à cet événement.



Plusieurs activités ont marqué cette célébration, notamment une séance de causerie-débat sur le thème national « Tous unis pour accélérer les engagements en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en République centrafricaine », un défilé des femmes de Nana-Bakassa, des danses traditionnelles et une prestation théâtrale, tout a été pensé pour que la fête soit belle. Pour couronner le tout, un match de football a opposé les équipes A et B des femmes de Nana-Bakassa.

Intervenant au nom du préfet de l'Ouham, le Secrétaire Général de la préfecture, René Ndokobanda, a exhorté les femmes et les filles de la localité à saisir l'opportunité de la Journée de la femme « comme un moment de réflexion

sur les actions à mener pour améliorer leurs conditions de vie et non comme un simple moment de jouissance ». Pour lui, le choix de la ville de Nana-Bakassa pour la célébration de cette Journée en 2024 n'est pas fortuit. « C'est une réponse au besoin de mobiliser toutes les femmes et les filles en milieu rural à prendre conscience de leur situation et à lutter pour leur autonomisation », a indiqué René Ndokobanda.

Les femmes de Nana-Bakassa ont par ailleurs remis une liste de doléances au chef du bureau qui les a rassurées de la disponibilité constante de la MINUSCA à soutenir toutes les initiatives en faveur de la promotion des droits des femmes en République centrafricaine.

Par Komi Ambroise

CÉLÉBRER LES ACTES DE COURAGE ET DE DÉTERMINATION DES FEMMES D'AM-DAFOCK

La Journée internationale des droits des femmes a été célébrée avec les femmes et les jeunes filles d'Am-Dafock, une localité située à 65 kilomètres de Birao, sous le thème « Tous Unis investissons dans l'Égalité des Genres, l'autonomisation et la participation politique des femmes ». Cette célébration a eu lieu lors d'une mission dirigée par une délégation de la MINUSCA, avec la participation du contingent zambien et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.



Cette cérémonie, qui a rassemblé plus de 1500 personnes, dont environ 1200 femmes venues d'Am-Dafock et des localités environnantes, a débuté par une marche. Pour le Chef de groupe d'Am-Dafock, Célestin Tamia, c'est la première fois qu'un tel événement est organisé dans leur localité. « Depuis l'indépendance de notre pays, c'est la première fois que la Journée internationale de la femme est célébrée dans notre localité. Cela a été possible grâce à la MINUSCA, ce qui nous convainc également que la MINUSCA accorde une grande importance à l'épanouissement des femmes », a-t-il déclaré.

De son côté, la présidente de l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA), Am-Dima Issa Seleman, a plaidé en faveur de la réalisation de projets et de formations au profit des femmes de la localité. « Tout comme à Birao, nous voulons aussi bénéficier de formations en couture, en restauration pour pouvoir mieux nous occuper de nos enfants. Nous tenons à remercier la MINUSCA pour tout ce qu'elle a fait pour nous ici à Am-Dafock. Car c'est la Force de la Mission qui veille sur notre sécurité et notre protection jour et nuit », a-t-elle exprimé au représentant du Chef du bureau.

Le Représentant du Chef du bureau de la MINUSCA à Birao, Mamouda Tankoano, a souligné que

cette édition intervient dans un contexte où la représentativité des femmes au niveau des partis politiques reste moins significative. « La situation sociale et politique, l'insécurité, les pesanteurs socio-culturelles sont des facteurs qui découragent les femmes à s'engager en politique », a-t-il soutenu. Il a également expliqué que le choix d'Am-Dafock pour célébrer cette Journée n'est pas fortuit, car il vise à mettre en lumière non seulement la situation des droits des femmes, mais aussi à célébrer les actes de courage et de détermination de celles qui jouent un rôle essentiel dans le développement de la localité en général et de la Vakaga, en particulier. Il a réaffirmé l'engagement de la MINUSCA à soutenir les initiatives visant à promouvoir l'autonomisation économique, l'engagement politique et surtout le leadership féminin.

La cérémonie a été agrémentée de prestations de danse, de chants et de sketches. Dans le cadre de cette célébration, d'autres activités ont été réalisées, notamment un atelier de renforcement des capacités au profit des femmes et des jeunes filles sur le processus électoral et la consolidation de la paix, ainsi qu'un forum avec les leaders coutumiers et religieux sur l'importance du leadership féminin, la participation des femmes au processus électoral et la promotion de la paix.

Par Mamouda Tankoano

UNE MARCHÉ EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES GENRES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES À NDELE

Une centaine de femmes de Ndele, issues de différentes associations féminines, ont participé à une marche pour célébrer la Journée internationale des droits des femmes. Célébrée le 8 mars de chaque année, cette journée donne l'occasion aux femmes de faire entendre leurs voix à travers tous les résultats qu'elles ont obtenus dans la lutte pour l'égalité.



La cérémonie officielle a été présidée par le préfet intérimaire Jean Gilbert Gbangoudou en présence des autorités administratives et militaires, de la présidente de l'Organisation des femmes Centrafricaines (OFCA), de la Cheffe du bureau de la MINUSCA intérimaire Sido Hassane Aminata Dahani et de la population de Ndele.

Dans son mot de bienvenue, le Sultan-Maire a encouragé les parents à scolariser massivement les filles car, selon lui, “le droit s’arrache et ne se donne pas gratuitement”, ajoutant qu’il n’y a égalité ou parité que si les femmes sont instruites et bien formées dans différents domaines.

La présidente de l’OFCA a renchéri en louant le courage des femmes Casques bleus Djiboutiennes de la Police onusienne,

déployées à Ndele, pour contribuer au processus de paix grâce à leur niveau d’études et de formation.

Quant à la Cheffe du bureau intérimaire de la MINUSCA à Ndele, elle a sollicité le soutien et l’appui des hommes aux côtés des femmes afin de réduire les inégalités basées sur le genre, avant de transmettre le message du Secrétaire Général des Nations Unies.

En conclusion, le préfet intérimaire a remercié la MINUSCA pour son soutien à la promotion et au respect des droits des femmes, qui font partie des priorités du gouvernement centrafricain. La cérémonie s’est achevée par un sketch présenté par les femmes de l’OFCA et la visite des stands par les autorités.

Par Honoré samedi

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES À BOUAR

AUTONOMISATION DE LA FEMME CLÉ DU DÉVELOPPEMENT

Le 8 mars 2024, près de 800 personnes se sont rassemblées pour célébrer la Journée internationale des femmes à Bouar, marquant ainsi une journée dédiée à la reconnaissance des droits des femmes et à leur autonomisation. Organisée par la MINUSA en collaboration avec la Direction régionale des Affaires sociales de Bouar, les organisations féminines locales et les ONG nationales, cette cérémonie a été l'occasion pour les intervenants de plaider en faveur d'un plus grand investissement dans l'autonomisation des femmes.



Sous le thème « Tous Unis, investissons dans l'Égalité des Genres, l'autonomisation et la participation politique des femmes », cette journée a été marquée par des discours et des appels à l'action.

Dans son allocution d'ouverture, le maire de la ville de Bouar, Dieu Beni Massina, a rappelé aux femmes présentes l'importance de leur pleine participation au développement du pays. Il les a encouragées à explorer des projets entrepreneuriaux pour atteindre l'autonomie financière. « Le ministère des petites et moyennes entreprises est à votre disposition pour vous aider à vous autonomiser afin d'être des agents de la transformation de la société », a-t-il souligné.

Le préfet intérimaire de la Nana Mambéré, Dieudonné Nondi, a réaffirmé l'engagement

du gouvernement centrafricain à soutenir les femmes et à plaider en leur faveur auprès des partenaires internationaux pour surmonter les défis liés à l'égalité des sexes, à l'autonomisation et à la participation politique des femmes.

Le chef du bureau de la MINUSCA à Bouar, Anatol Clement Bannem, a relevé les facteurs qui entravent l'essor des femmes centrafricaines. Il a souligné que les défis auxquels sont confrontées les femmes en RCA sont multiples et complexes, exacerbés par des normes culturelles discriminatoires, la violence basée sur le genre, les conflits armés et l'instabilité politique. Il s'est engagé, au nom de la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RCA, à faire entendre la voix des femmes pour qu'elles soient plus fortes qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Muller Masrabeye, chef du sous-bureau du

UNHCR à Bouar et leader du groupe de travail sur les violences basées sur le genre, a souligné que cette célébration offre une tribune pour interpeller notre conscience sur le sort de milliers de femmes et de filles de la Nana Mambéré, particulièrement la situation de plus de 1500 femmes et filles survivantes des violences basées sur le genre enregistrées dans la zone. Il a plaidé en faveur d'un changement urgent pour mettre fin à la pauvreté des femmes en soutenant le processus d'autonomisation des femmes par un financement de microprojets.

La présidente préfectorale de l'Organisation des femmes centrafricaines pour la Nana Mambéré, Céline Mbiabivo, a appelé les femmes à se mobiliser pour participer activement aux prochaines élections locales, tant en tant que candidates qu'électrices, afin

de promouvoir l'égalité des genres.

La célébration a été enrichie par des présentations artistiques, des témoignages inspirants sur le parcours de femmes et des sketches de sensibilisation sur les violences basées sur le genre, témoignant de la diversité et de la résilience des femmes de toutes les couches de la société. Les femmes du réseau pour la prévention des abus et l'exploitation sexuels soutenues par la MINUSCA ont exposé les produits issus de leurs activités génératrices de revenus, mettant en exergue la capacité des femmes à relever les défis de l'autonomisation socio-économique.

Par Dramane Daravé



L'Unité médicale de la MINUSCA et la Force de réaction rapide Bangladaise basée à Kaga-Bandoro ont dispensé des consultations médicales et prodigué des soins gratuits à 115 patients, dont 72 élèves et 38 femmes, le 16 mars 2024. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des activités civilo-militaires visant à soutenir la résilience des populations les plus vulnérables en leur fournissant des services de santé, en sensibilisant les populations et en créant un cadre de distraction pour les enfants. En plus de la campagne médicale gratuite, un concours artistique et une session de sensibilisation ont été organisés.

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU À BANGUI

750 000 LITRES D'EAU POUR LA PAIX

Célébrée le 22 mars, la Journée mondiale de l'eau 2024 a pour thème « L'eau pour la paix ». De nombreuses communautés en République centrafricaine, notamment à Bossangoa et dans la préfecture de l'Ouham, rencontrent de nombreux défis en raison de la pénurie d'eau potable pendant la saison sèche. Le manque de forages et la production insuffisante de la Société de distribution d'eau en Centrafrique (SODECA) sont à l'origine de cette situation.

Face à cette crise, le bataillon camerounais de la MINUSCA distribue de l'eau potable trois fois par semaine dans les quartiers de Bossangoa et dans d'autres sous-préfectures, apportant un soulagement à la population. Au cours des six derniers mois, plus de 750 000 litres d'eau ont ainsi été distribués à près de 1500 personnes, ciblant en priorité les zones les plus nécessiteuses, comme l'a expliqué Rosalie Carole Manga-Atangana, du bataillon camerounais.

De plus, à Markounda, située à près de 150 km de Bossangoa, la MINUSCA a lancé des travaux de réhabilitation de deux puits traditionnels dans le cadre du Programme de réduction de la violence communautaire. Ces initiatives visent à améliorer l'accès à l'eau et contribuent à promouvoir la paix et la stabilité dans la région.



VENIR À BOUT DES PROBLÈMES LIÉS À LA TRANSHUMANCE À LAMBI

Dans le but de faire le suivi et l'évaluation des défis, contraintes et perspectives face aux incidents dans les couloirs de transhumance à Lambi, un atelier a été organisé le 04 mars 2024, par la MINUSCA, à l'intention des autorités locales et le comité local de transhumance. Le but de cet atelier est de proposer des pistes de solutions intégrées pour une transhumance apaisée ainsi qu'une sécurité assurée aux communautés dans la zone de Lambi.



Cette réunion s'inscrit dans le cadre de l'appui au gouvernement centrafricain visant à renforcer et promouvoir l'appropriation locale de la gestion des tensions liées à la transhumance dans la Région de Bas-Oubangui/des Plateaux, notamment en favorisant le rôle clé des services du Ministère de l'Élevage, de l'Agriculture et du Groupe de Travail Transhumance.

Une trentaine de participants ont pris part à cet atelier, évaluant les défis et les opportunités liés à une transhumance pacifique à Lambi et identifiant des réponses appropriées. Parmi les problèmes relevés figurent la déprédation du bétail sur les plantations, causant de graves préjudices aux agriculteurs. Par exemple, Yondo Delphine a souligné avoir été victime de cette situation et a appelé à la paix entre agriculteurs et éleveurs. Elle a exprimé le désir d'une réunion en présence des deux parties pour discuter et établir la paix à Lambi de manière définitive.

Saidou Hassane, représentant des éleveurs lors

de la réunion, a déploré les pertes importantes causées par la dévastation des plantations par le bétail et le vol de bétail, rendant la vie à Lambi très coûteuse. Il a appelé la MINUSCA à faciliter la conciliation et à délimiter clairement les zones de pâturage et d'agriculture pour maintenir la paix.

L'insécurité dans les couloirs officiels de transhumance a été identifiée comme un facteur majeur incitant les éleveurs à s'installer près des villes, augmentant ainsi le risque de dévastation des champs. Les recommandations formulées visent à réduire les incidents communautaires liés à la transhumance, notamment par le renforcement des campagnes de sensibilisation, la mise en place de plaques de délimitation des zones agricoles et d'élevage, la création d'un parc à bétail pour contenir les animaux la nuit dans les zones de PAMA 1 et 2, ainsi que l'opérationnalisation du comité local mixte de transhumance.

Par Désiré Polycarpe Yangou

BOUAR

DES RÉGISSEURS ET GREFFIERS ÉDIFIÉS SUR UNE MEILLEURE GESTION PÉNITENTIAIRE

Dans le cadre de son mandat visant à promouvoir les bonnes pratiques pénitentiaires au sein des prisons, la Section d'appui aux affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA a organisé une formation de deux jours qui a débuté le 5 mars 2024 à Bouar. Cette formation était destinée à 13 régisseurs et greffiers, dont six femmes, provenant des établissements pénitentiaires de Nola, Carnot, Berberati et Bouar.

Présidant la cérémonie d'ouverture, Pirioua Yatongo Zachée Tiburce, Directeur régional des services pénitentiaires, a souligné que cette initiative est en parfait accord avec les politiques et stratégies de la Direction générale des services pénitentiaires. "Cette formation s'inscrit dans la droite ligne des politiques et stratégies mises en place par la Direction générale des services pénitentiaires", a-t-il affirmé. Il a également encouragé les participants à s'approprier les informations et connaissances essentielles sur les thématiques de l'atelier, tout en exprimant sa gratitude envers la MINUSCA pour son soutien financier et son expertise.

Quant à Agueratou Sama-Tonye, officier d'appui aux affaires correctionnelles à la MINUSCA à Bouar, elle a souligné l'importance de cet événement. "Cette formation vise à promouvoir les bonnes pratiques pénitentiaires au sein des prisons", a-t-elle déclaré.

Le travail quotidien des experts judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA aux côtés de leurs homologues centrafricains a été salué par Anatol Clement Bannem, chef du bureau par intérim de la MINUSCA de Bouar. Il a souligné que les rapports cordiaux entre les deux parties, dans le cadre de la colocation, contribuent à la lutte contre l'impunité et à l'amélioration des conditions de détention des détenus. Il a également loué la collaboration dynamique entre la MINUSCA et le gouvernement centrafricain dans le domaine

pénitentiaire, soulignant l'importance de cette coopération pour remplir la mission régalienne qui leur est confiée.

Au cours de cet atelier, les participants ont acquis les connaissances nécessaires pour la gestion efficace du greffe pénitentiaire. Cela inclut la vérification de l'authenticité des titres et ordres de détention avant toute formalité, l'incarcération, les modalités de calcul des peines, la gestion des informations et des données, ainsi que la tenue des registres et des archives. De plus, la formation vise à assurer une collaboration harmonieuse entre les acteurs impliqués dans le suivi des dossiers des détenus et à promouvoir le respect des droits des détenus en matière d'incarcération, en mettant fin aux détentions et libérations irrégulières.

Par Dramane Daravé



VERS UNE GESTION EFFICACE DES RESSOURCES HUMAINES ET L'AMÉLIORATION DE LA CONDITION MILITAIRE

Un séminaire-atelier s'est tenu du 4 au 7 mars 2024, axé sur la gestion des ressources humaines et l'amélioration de la condition militaire pour les Forces de défense et de sécurité de la Zone de défense Nord-Ouest. Cette initiative, conjointement menée par la Direction Générale des Ressources Humaines et le Secrétariat Général de la Condition de Vie des Militaires du ministère de la Défense Nationale et de la Reconstruction de l'Armée, avec le soutien de la MINUSCA, vise à fournir aux militaires les outils nécessaires pour comprendre et exercer leurs droits et devoirs de manière responsable.

Rassemblant environ 75 participants, cet atelier vise à formuler des recommandations stratégiques à l'attention de la hiérarchie militaire, en vue de mettre en place une gestion optimale des ressources humaines et d'améliorer significativement la condition militaire.

Le Lieutenant-colonel Luc Yaoundé, Secrétaire général par intérim de la Condition de Vie des Militaires (SGCVM) auprès du ministère de la Défense Nationale et de la Reconstruction de l'Armée, a souligné que : « l'atelier vise à outiller le militaire pour qu'il connaisse ses droits et devoirs. Le militaire ne peut exécuter que des ordres légaux, et s'il reçoit des ordres non légaux, il peut être amené à les refuser car il en sera tenu pénalement responsable. En droit, la responsabilité pénale est personnelle ».

Le capitaine Baïpo Mermoz, l'un des participants à la formation, se réjouit que cet atelier ait permis de discuter des conditions d'avancement en grade et de la retraite des militaires. « Nous avons reçu davantage d'informations sur les critères qui permettent de passer d'un grade à un autre. Cela nous permettra de mieux gérer notre carrière militaire », déclare-t-il.

Quant à la maréchale des logis Yandoka Cécile Estelle Lydie, elle salue la décision des autorités centrafricaines de créer des garnisons dans l'arrière-pays. « Ces garnisons renforcent l'efficacité opérationnelle de l'armée

dans sa mission de défense du territoire », affirme-t-elle. Toutefois, elle lance un appel aux autorités nationales pour la construction d'infrastructures socio-éducatives afin de prendre en charge les familles des militaires déployés dans les garnisons.

Ce séminaire-atelier revêt une importance capitale dans le contexte des garnisons, car il fournit aux militaires les outils nécessaires pour comprendre et exercer leurs droits et devoirs de manière responsable. En promouvant une gestion efficace des ressources humaines et en améliorant la condition militaire, cette initiative contribue à renforcer la professionnalisation des Forces de défense et de sécurité, tout en consolidant leur engagement envers les valeurs démocratiques et les droits de l'homme.

Par Dramane Daravé



LE SAVIEZ VOUS?

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a investi 8 820 439 dollars (soit 5 301 083 839 francs CFA) au cours des deux dernières années, principalement dans la construction et la réhabilitation d'infrastructures routières en République centrafricaine (RCA). L'objectif de cette contribution est d'atténuer les difficultés logistiques qui entravent la circulation dans le pays, renforçant ainsi la mobilité des forces de la MINUSCA et de la RCA, et leur capacité à assurer la sécurité et la protection des civils.

Lors de la conférence de presse hebdomadaire du 27 mars 2023 à Bangui, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, a souligné que l'amélioration des routes, ponts et aéroports par la MINUSCA avait un impact significatif sur la mise en œuvre du mandat de protection des civils. Cela se traduit par une plus grande mobilité et flexibilité de la Force de la Mission pour le déploiement, l'organisation de patrouilles actives et les opérations conjointes dans les zones à risque.

Il a précisé que depuis juillet 2022, le soutien de la MINUSCA avait permis la construction de 2,5 km de routes asphaltées à Bangui, ainsi que la réparation et l'entretien d'environ 580 km de routes dans le reste du pays. De plus, 68 ponts en bois ont été réparés et 8 ponts en bois ont été remplacés par des ponts métalliques, toutes ces actions étant menées par la Mission sur le territoire centrafricain.

LES JEUNES ÉLÈVE DE GBALOKO SENSIBILISÉES SUR LA PARITÉ

Ils sont plus de 5000 élèves des lycées de Gbaloko, Bimbo et lycée des rapides à avoir participé respectivement les 25, 26 et 27 mars 2024, à une séance de sensibilisation dans le cadre de la journée internationale de la femme sous le thème national « Tous unis ! investissons dans l'Egalité des Genres, l'autonomisation et la participation politique des femmes ».

La signature du décret de mise en place de l'observatoire de la parité 23 février 2024 offre l'opportunité à toutes les femmes et les filles de Centrafrique qui manifestent les compétences d'accéder à des positions de prise de décision, à différents niveaux de représentativité dans tous les secteurs d'activités. Le Directeur des programmes et projets Genre et protection de la femme, Max NGOMA MAKKA, a indiqué que « ces séances ont pour but de conscientiser les filles à jouer leur partition, face au défi de la parité ».

Quant à la chargée de mission auprès des associations au cabinet du président de l'Assemblée nationale, membre de l'observatoire des élections, Florence HAMADIDA, dans son intervention, elle a encouragé les filles à s'approprier leurs cartes d'électorales, à militer dans les partis politiques afin de bien préparer leur participation à la vie politique. Elle les a exhortées à « dépasser tous préjugés car la loi et la constitution sont en leur faveur ».

La principale préoccupation des élèves a été mentionnée par la jeune Natacha du lycée de Bimbo, en déclarant : « Nous sommes disposées à poursuivre nos études afin d'accéder au plus haut niveau de la société, mais souvent les moyens financiers font défaut car nos parents sont eux même démunis ».

Par Laure Stella Omissé

#MINUSCA



Toute l'**actualité** de la **MINUSCA** sur



www.minusca.unmissions.org



UN_VAR



UNMINUSCA



MINUSCA info

UNMINUSCA



MINUSCA



UN_MINUSCA

